

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2021-10-01-00002

Arrêté mettant en demeure la société AZ
INVEST pour son établissement d'Aubergenville

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Société AZ INVEST

9 rue du Clos Reine 78410 Aubergenville

LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2004, autorisant la SCI DU CLOS REINE, dont le siège social est situé 7 cité Paradis, 75010 Paris, à exploiter un entrepôt sur la commune d'Aubergenville au 9 rue du Clos Reine ;

Vu le récépissé en date du 3 août 2007 donnant acte à la SCI ALPHA PYRENEES ATHIS MONS, dont le siège social est situé 34, avenue George V, 75008 Paris, de sa déclaration de succession à la SCI DU CLOS REINE, dans l'exploitation de l'entrepôt situé à Aubergenville, 9 rue du Clos Reine ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2011 mettant à jour le classement des activités exploitées par la SCI ALPHA PYRENEES ATHIS MONS, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, le site passant du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement, avec cessation de l'activité PCB ;

VU la preuve de dépôt en date du 16 avril 2020 prenant acte du changement d'exploitant, le site étant désormais exploité par la SCI COLAUBERGENVILLE ;

VU la preuve de dépôt en date du 13 janvier 2021 prenant acte du changement d'exploitant, le site étant désormais exploité par la société AZ INVEST, dont le siège social est situé à Gonesse (95500), 41 rue d'Aulnay, avec reprise totale des activités du site d'Aubergenville, 9 rue du Clos Reine ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 août 2021 conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, suite à l'inspection du 6 juillet 2021, accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 septembre 2021 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 30 septembre 2021 suite aux observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas des éléments administratifs demandés, à savoir une copie de la demande d'enregistrement/d'autorisation et du dossier qui l'accompagne et d'un arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas des plans des réseaux d'alimentation et de collecte faisant notamment apparaître les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) sur site et ne les a pas transmis au service d'incendie et de secours ;

CONSIDÉRANT que le dernier rapport de vérification du réseau de collecte des effluents n'est pas disponible sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'existence d'une détection incendie ni de son report ;

CONSIDÉRANT que

- pour les cellules 3 et 4 l'exploitant ne sait pas si une alarme incendie est présente et si elle est reportée ;
- l'exploitant ne dispose pas du plan d'emplacement des poteaux incendie ;
- les extincteurs sont notés hors service ;
- l'accès à l'installation de sprinklage est encombré ;

CONSIDÉRANT que des issues de secours sont présentes dans les cellules 3 et 4 mais que dans chacune de ces cellules, une des issues est verrouillée de l'intérieur ;

CONSIDÉRANT les risques pour l'environnement présentés par l'installation, notamment en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par courrier du 17 septembre 2021 ne permettent pas de lever toutes les non-conformités ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L.171-8 du même code en mettant en demeure la société AZ INVEST ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 15 jours**, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en interdisant l'accès au public à l'entrepôt

Article 2 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 15 jours**, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en transmettant le plan des réseaux des eaux pluviales et d'incendie.

Article 3 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai d'un mois**, pour son établissement situé

9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en disposant sur site d'une copie de l'arrêté d'autorisation d'exploiter, de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne.

Article 4 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 15 jours**, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 en tenant à disposition, des services d'incendie de secours, le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux.

Article 5 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 15 jours**, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 1.6.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en transmettant le rapport de vérification 2020 du réseau de collecte des effluents.

Article 6 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 15 jours** pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en justifiant de l'existence d'une alarme incendie et de son report.

Article 7 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 15 jours**, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en transmettant un plan d'emplacement des poteaux incendie avec leurs distances vis-à-vis des quatre cellules, en justifier de la présence d'une alarme ou de tout autre moyen permettant d'alerter les services de secours et d'incendie et en libérant l'accès à l'installation de sprinklage et disposer d'extincteurs en état de fonctionnement.

Article 8 : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, **dans un délai de 15 jours**, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en ne verrouillant pas les issues afin qu'elles soient facilement manœuvrables.

Article 9 : Dans le cas où l'une des obligations ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans chaque article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 10 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 11 : Le présent arrêté sera notifié à la société AZ INVEST et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- Secrétaire Général de la Préfecture,
- Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie
- Maire de la commune d'Aubergenville,
- Directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 1^{er} octobre 2021

Le Préfet des Yvelines,
et par délégation, la Directrice
Pour la Directrice et par subdélégation,
L'Adjointe à la Chef de l'Unité départementale



Marielle Muguerra

